

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 64 (1919)
Heft: 2

Artikel: La défaite de l'armée allemande
Autor: Feyler, F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-340183>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La défaite de l'armée allemande.

Une curieuse discussion s'est élevée dans quelques milieux d'officiers. La thèse est la suivante : A la date de l'armistice, 11 novembre 1918, l'armée allemande était battue *morale*ment mais *non technique*ment.

Assurément, ce débat offre plus d'intérêt que la querelle des cochers de Byzance, quoique, pratiquement, et en soi-même, il n'ait guère plus de sens. En revanche, il ouvre la porte, indirectement, à des considérations sur lesquelles il est utile de fixer son attention.

Pourquoi, pratiquement, le débat n'a-t-il pas grande signification ? Parce qu'une armée dont l'affaiblissement moral est tel que plutôt que de défendre sa cause et son pays elle abandonne ses forteresses, ses vaisseaux, ainsi que le principal de son armement et de ses moyens de ravitaillement, cette armée est aussi battue que le stratège le plus exigeant peut le souhaiter. Elle ne saurait plus prêter à de subtiles distinctions sur le degré et sur la qualité de sa défaite. Le but maximum de la stratégie est de tenir l'adversaire à sa discrétion ; en d'autres termes, de le plier sans retour à toutes les conditions de vie sauve qui lui seront dictées. Lorsque des généraux vaincus en sont à accepter cette situation, c'est, apparemment et réellement, qu'ils n'attendent plus rien de l'outil dont ils disposent. Peu importe dès lors que leur armée possède un solde de ressources techniques même nombreuses. Ils renoncent à les utiliser. C'est donc, sauf trahison, qu'ils ne le peuvent plus. Ils sont dans l'alternative ou de laisser l'ennemi achever leur armée, ou de sauver ce qui en reste en se soumettant à lui pour qu'il suspende ses coups. A ce moment, et dans cette disposition d'esprit-là, l'élément technique perd toute valeur.

Le cas s'est présenté dans l'histoire, plus d'une fois, d'armées qui, quoique en état de se battre encore, ont été rendues par leur chef. Mais, en pareil cas, il n'est pas un soldat qui n'ait

tenu ce chef ou pour un lâche, ou pour un traître, ou pour un incapable, ou pour un être immoral. Et toujours, les lois militaires ont considéré qu'il relevait du conseil de guerre. En écrivant cela, je pense, entre autres, à Bazaine. Son armée était bloquée, mais elle était nombreuse encore, nullement disloquée, et pourvue de munitions et de vivres. Si l'armée allemande se trouvait en semblable état technique en octobre 1918, faudrait-il admettre que le maréchal Hindenbourg et son chef d'état-major, qui ont renoncé à s'en servir, aient été des traîtres ou des incapables ?

Il convient d'ailleurs de s'entendre sur le terme *non techniquement* battue des auteurs de la thèse. Je suppose qu'il signifie une armée encore en possession des moyens qui lui permettent de manœuvrer utilement, c'est-à-dire de façon à conjurer sa défaite ou sa reddition. Et en parlant de moyens, on songe moins aux ressources d'armement et d'approvisionnement, qui, en effet, ne manquaient pas à l'armée allemande, qu'au maintien des liaisons, et à la suffisante ordonnance des effectifs. Elle n'est pas techniquement battue, parce que ses chefs peuvent encore communiquer entre eux et avec leurs sous-ordres, et exercer leur action en tous sens. D'une part, l'adversaire n'a pas pénétré dans ses jointures et, d'autre part, les unités tactiques n'ont pas subi de pertes au point d'être empêchées de tenir les positions, soit l'espace qui leur est assigné. C'est bien ainsi, je pense, qu'il faut interpréter le terme « non techniquement battue », car on ne voit pas quelle autre interprétation lui donner.

Mais, s'il en est ainsi, et s'il faut qu'une armée soit techniquement battue pour qu'on soit en droit de dire qu'elle a été réellement battue, bien peu des nombreuses armées qui se sont mesurées pendant la guerre européenne et même dans tout l'éternel cours de l'histoire des guerres, ont subi des défaites. Les Français n'ont pas été battus dans les Ardennes et à Charleroi, puisqu'ils ont été capables de manœuvrer jusqu'à la Marne ; les Allemands n'ont pas été battus sur la Marne, puisque leurs unités se sont installées sur l'Aisne ; les Autrichiens n'ont pas été battus à Lemberg, car ils sont allés occuper les Carpathes, ni les Serbes sur la Drina, car ils ont contre-attaqué

sur la Kolubara ; les Russes n'ont pas été battus davantage à Gorlice et ailleurs, car leurs armées après s'être repliées sont revenues à la charge sur la Duna, sur le Pripet et sur le Sereth dès qu'elles eurent des munitions. Les Roumains non plus n'ont pas été battus, puisque sans la paix de Brest-Litowsk il n'y aurait pas eu la paix de Bucarest. Et les Alliés devant Amiens n'ont pas été battus plus que les autres, pas plus que les Allemands à Verdun ou sur la Somme, pas plus que les Autrichiens à Bainsizza ou les Italiens à Caporetto, puisque leurs armées, comme celles des Allemands après la Somme, des Autrichiens après Bainsizza et des Italiens après Caporetto ont été en mesure de manœuvrer et de se battre sur les positions nouvelles qui leur furent assignées. Même le général Townshend, à Kut-el-Amara n'a pas été battu. A une échelle réduite, son cas est exactement celui des Allemands de novembre 1918. En définitive, les seules armées techniquement battues, soit dans l'hypothèse des défenseurs de la thèse, les seules armées duement battues ont été celles des généraux Samsonoff et Rennenkampf, en Prusse Orientale, et l'armée ottomane de Palestine, qui se sont laissées détruire avant de se rendre ou de voir fuir leurs débris, tandis que les chefs allemands de 1918 ont préféré l'inverse : ils se sont rendus avant d'être détruits.

Si la thèse est exacte, il faut réformer nos notions sur la victoire et la défaite pendant toute la durée des temps. Il n'y a pas eu de défaite française à Forbach, le 6 août 1870, puisqu'aucune dislocation de son corps d'armée ne pouvait engager le général Frossard à quitter sa position ; et il n'y a pas eu de victoire prussienne à Rezonville le 16 août, où le corps du général d'Alvensleben était réduit à un état d'infériorité qui le mettait à la merci de toute nouvelle poussée de Bazaine. Ce dernier lui-même n'a pas été battu à Saint-Privat ; tous ses corps d'armée se sont repliés sous Metz sans avoir été disjointes. Quant à Napoléon I^{er}, réserve faite d'Austerlitz, et de Iéna, il n'a jamais réellement battu ses ennemis.

C'est à de pareilles subtilités que conduit la thèse en question. Elle réédite l'erreur constamment commise par les germanophiles impénitents pendant les cinq campagnes de la

guerre européenne. Laissant les sentiments ou les désirs dominer leur raison, ils ont confondu sans cesse l'apparence et la réalité, la façade avec le corps du logis. Aucune erreur plus grave ne peut troubler le jugement d'un officier ; non seulement elle favorise mais elle constitue en son essence même le manque de coup d'œil. On ne saurait se mettre trop en garde contre elle. C'est à ce titre d'enseignement militaire que la querelle au sujet de la défaite technique ou morale de l'armée allemande mérite l'attention.

Je n'entends pas soutenir, comme bien l'on pense, que, d'une façon générale, c'est-à-dire en principe, la distinction doive être écartée. Ce serait d'une profonde absurdité. Je prétends seulement qu'il faut, suivant l'usage, discerner entre les cas particuliers.

Dans celui du général Frossard, rappelé ci-dessus, l'abandon de la position ne s'explique que par le phénomène moral. Les Français n'avaient aucun motif tactique de retraite. Leur adversaire lui-même, le général Steinmetz, en a donné la preuve. Il se sentait si peu vainqueur qu'il songea, comme Frossard, à s'en aller.

Au contraire, dans le cas de Saint-Privat, la retraite s'imposait à Bazaine. Non que son armée fût disloquée à l'heure où il l'ordonna, mais parce qu'à s'obstiner sur sa position il mettait ses troupes sous le coup de la dislocation. C'était une affaire d'heures, peut-être de quarts d'heure ; mais la conséquence était certaine ; le phénomène moral n'avait plus rien à y voir ; l'énergie, du moment qu'elle n'avait pas présidé à la bataille, consistait à ne pas s'abandonner dans la défaite et à profiter des liens tactiques encore existants pour rompre le contact en conservant le meilleur ordre possible ; la dislocation existait pour ainsi dire en puissance ; tout le problème était d'empêcher que de virtuelle elle devînt réelle.

Qu'en a-t-il été de l'armée allemande à l'heure où, le 11 novembre 1918, ses représentants se hâtaient de souscrire à toutes les conditions qui leur étaient imposées, quittes à geindre quarante-huit heures plus tard et à les proclamer injustes et léonines ? Sa situation se rapprochait-elle du cas Frossard ou du cas Bazaine ?

Une source de renseignements directe serait celle des récits du général de Winterfeld et de ses compagnons de route, qui ont traversé l'armée allemande de l'arrière à l'avant pour se rendre à l'ordre du maréchal Foch. Des échos de ces récits ont été perçus déjà. Ils laissent comprendre l'esprit dans lequel les délégués allemands se sont présentés au rendez-vous, et pourquoi ils n'ont répondu par aucune menace de plus longue résistance ni esquissé aucune demande d'adoucissement d'une convention qui rendait l'Allemagne, pieds et poings liés, à la discrétion de ses ennemis.

Une autre source, capitale, est la situation stratégique respective des deux armées. Au moment de l'armistice, il restait derrière le front impérial 17 divisions, dont deux seulement reposées. Les Alliés disposaient en Lorraine de 30 divisions sous les ordres des généraux Mangin et Gérard, lesquels devaient attaquer le 14 novembre à l'est de la Moselle. En outre, la 3^e armée américaine était prête à entrer en ligne. Averti de l'attaque française imminente en Lorraine, le commandement allemand avait donné l'ordre d'évacuer Metz et Thionville dès le 11 novembre. Il n'avait donc pas l'espoir de maintenir ses troupes, même dans une place aussi puissante.

Une troisième source de renseignements est le développement des événements qui ont précédé la signature de l'armistice. Dans cet ordre d'idées, et du point de vue militaire, on distinguera trois phases :

la première est la phase de la contre-offensive alliée et des batailles qui ont reconduit les Impériaux jusqu'à la ligne Hindenbourg. Elle a duré du 18 juillet aux premiers jours de septembre ;

la deuxième est celle des batailles dans la ligne Hindenbourg, soit l'offensive alliée jusqu'à la demande d'armistice ; elle a rempli le mois de septembre ;

la troisième est celle des mouvements postérieurs à la demande d'armistice, savoir du 5 octobre au 11 novembre.

Une remarque générale intéresse l'ensemble des trois périodes. Du 18 juillet au 11 novembre, c'est-à-dire pendant près de quatre mois, les Alliés ont livré aux Allemands plus de vingt grandes batailles et les Allemands n'en ont pas gagné une seule.

Dans une armée jusqu'à ce moment aussi solide et résistante que l'armée allemande, et demeurée techniquement organisée autant que les défenseurs de la thèse le remarquent, cette circonstance ne saurait passer inaperçue. Il faut que, sous les dehors du mécanisme, le ressort d'action ait été singulièrement fatigué.

Toutefois, pendant la première phase, il n'y a pas eu lieu de considérer les échecs subis, quelques continus qu'ils fussent, comme de nature à conduire à une capitulation. L'armée allemande reperdait le terrain qu'elle avait gagné de mars à juillet, mais avait derrière elle, prête à la recueillir, les positions sur lesquelles elle avait contenu tous les efforts d'un puissant ennemi, pendant une année face à l'ouest, et trois années et demie face au sud.

C'est, peut-être, à ce moment que le commandement allemand a commis sa principale faute. Il semble avoir tablé, comme les défenseurs de la thèse, sur l'ordonnance technique de son armée, soit le maintien des cadres et de leurs liaisons.

Il a cru cette ordonnance telle qu'une fois l'armée dans de solides positions la situation se rétablirait.

Il convient de rapprocher cette observation des principes généraux auxquels une retraite doit répondre. Celle-ci se propose de rompre une situation défavorable pour en rétablir une, favorable, plus en arrière. A cet effet, l'armée se dégage de l'accrochage ennemi et gagne, grâce à la rapidité de ses mouvements et par l'ampleur utilement calculée de son recul, le temps nécessaire à l'occupation de la nouvelle position.

En 1914, le maréchal Joffre a appliqué ces principes en abandonnant tout le nord de la France sur plus de 150 km. de profondeur, et en renonçant à s'arrêter sur sa deuxième ligne de défense, la Fère-Laon-Reims. Il a gagné un large champ pour se dégager mieux et rétablir plus complètement l'ordonnance de son armée. Le succès a récompensé sa conception.

L'état-major impérial n'a pas osé appliquer les principes aussi nettement. Peut-être ne l'a-t-il pas osé parce que, vis-à-vis d'une nation qu'il avait constamment trompée, cette application aurait démontré la défaite qu'il ne voulait pas avouer.

Secouée comme elle l'était par un ennemi qui tout à coup affirmait sa vigueur, cette armée aurait dû être ramenée loin en arrière sur un front très raccourci.

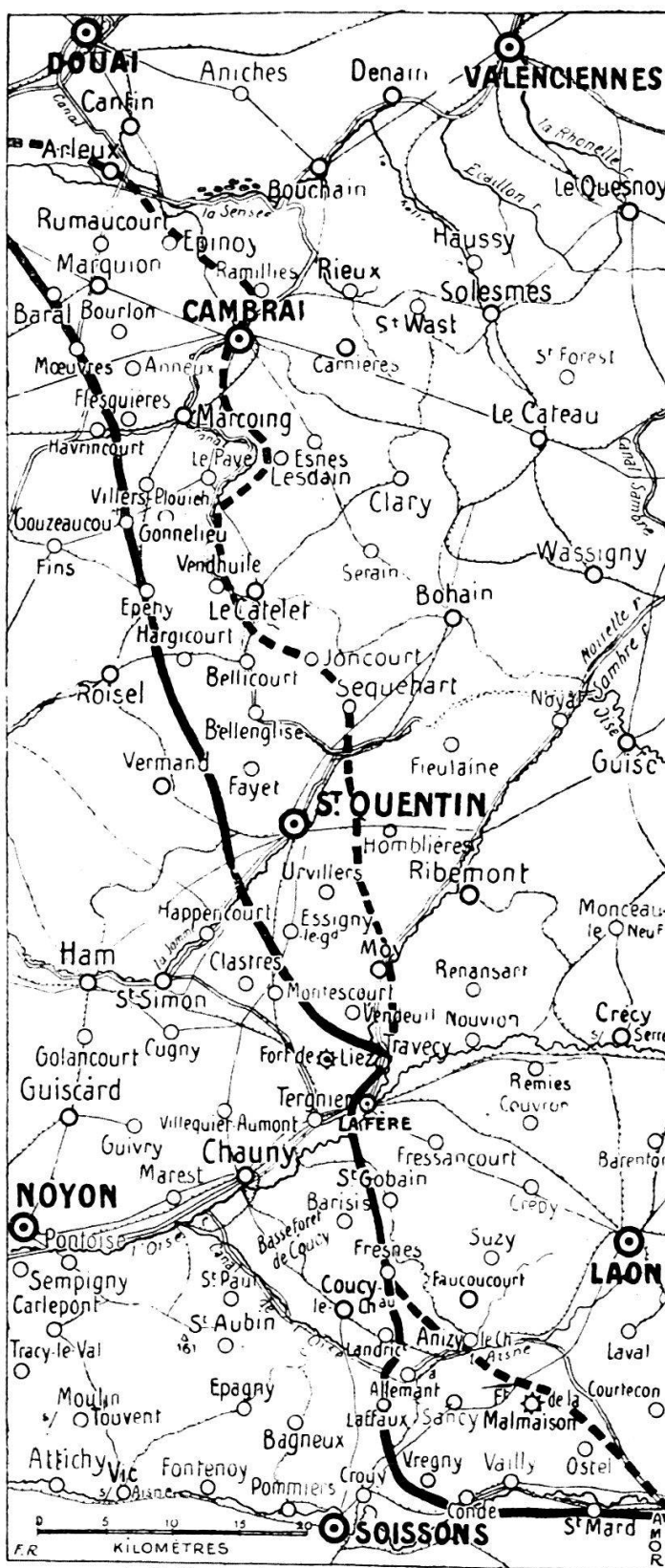
L'état-major impérial ne l'a pas compris ainsi. Il a mis sa confiance dans les lignes Hindenbourg. Il a pensé qu'à leur aide, il pourrait limiter son recul à une soixantaine de kilomètres. La conséquence a été l'obligation de renforcer les arrière-gardes pour contenir l'adversaire, ce qui a empêché de rompre le contact et a augmenté les pertes. Puis, par contre-coup, les gros sont arrivés dans la position affaiblis et suivis de trop près pour trouver le temps de souffler et de rétablir leur ordre entamé.

La solidité des lignes Hindenbourg n'a donc pas compensé l'ébranlement des effectifs. Elles furent promptement percées de part en part. Dès le premier élan, au début de septembre, les Anglais entamèrent le flanquement de droite, la ligne Quéant-Drocourt, entre Cambrai et Lens. Puis, le 12 septembre, les Américains gagnent la bataille de Saint-Mihiel, prélude d'une menace stratégique derrière le front de France. Le 18, les Anglais entrent dans la position devant le Catelet et les Français devant Saint-Quentin ; cette ville tombera peu après. Le 26, les Américains et les Français sont victorieux en Argonne et en Champagne, à l'aile droite ; le 28, les Belges, sur la ligne Ypres-Dixmude, à l'aile gauche. Le même jour, les Anglais reviennent à la charge à Cambrai. Enfin, le 30, l'offensive centrale succède aux offensives d'ailes ; les Français l'emportent à Vailly et à la Malmaison. Tandis que depuis le printemps 1917 les Alliés sont demeurés devant les lignes Hindenbourg sans parvenir à y mordre à fond, et en ont été rudement écartés au printemps 1918, cette fois-ci un mois suffit pour les enlever sur tout leur développement et presque toute leur profondeur. S'imagine-t-on que ce résultat eût été obtenu sans affaiblissement tactique, donc technique, des effectifs chargés de tenir la position ?

La réponse à cette question a été donnée par le haut commandement allemand lui-même. Aussitôt qu'il a constaté que les lignes Hindenbourg avaient été impuissantes à recueillir

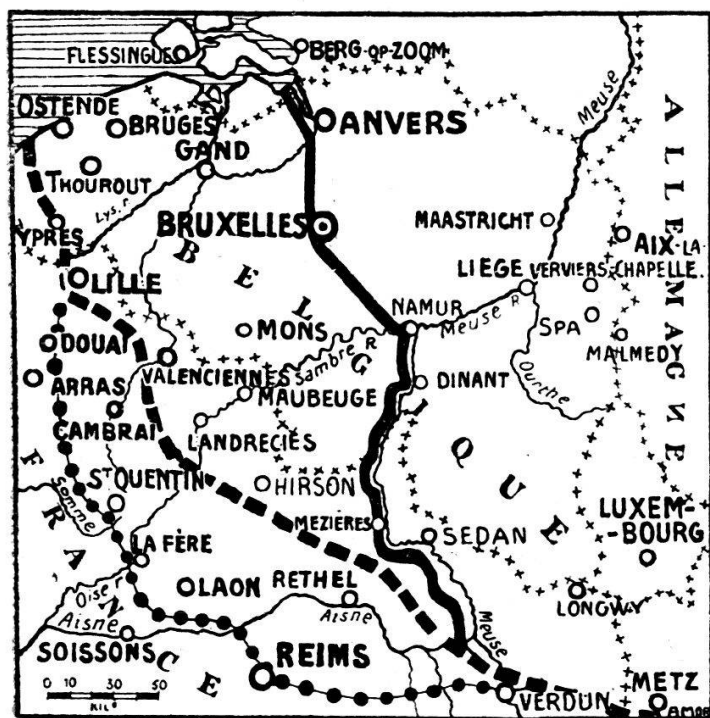
l'armée, et que celle-ci allait fondre dans la retraite, il a avisé Berlin de la nécessité de l'armistice. La démission du comte de Hertling à la Chancellerie a été donnée le 30 septembre ; la nomination du prince de Bade a suivi le 3 octobre, et l'armistice fut sollicité dans la nuit du 4 au 5.

Or, depuis cette date, les opérations ont encore duré cinq semaines, et leur rythme a entièrement confirmé l'état des choses, tel qu'on doit le déduire de la demande d'armistice au début d'octobre. Une retraite maîtresse de ses mouvements aurait dû, après abandon de la ligne Hindenburg, conduire l'armée allemande à pivoter autour de Metz et à s'aligner successivement sur les fronts mer du Nord-Lille-Valenciennes - Hir -



— Au 3 Septembre, devant la ligne Hindenburg.
 - - - - - Au 3 Octobre, dans et derrière la ligne Hindenburg

son-Metz, puis Anvers-Bruxelles-Namur-Meuse-Metz, le premier couvrant l'occupation de la Belgique, le second les avancées de la frontière de l'Empire. Cependant, un mois ne s'est pas écoulé depuis l'entrée des Anglais à Cambrai que la première des deux couvertures est largement enfoncée vers Valenciennes, sur la route directe de Maubeuge-Namur-Liège, et huit jours après, les Américains et les Français qui ont traversé la Meuse

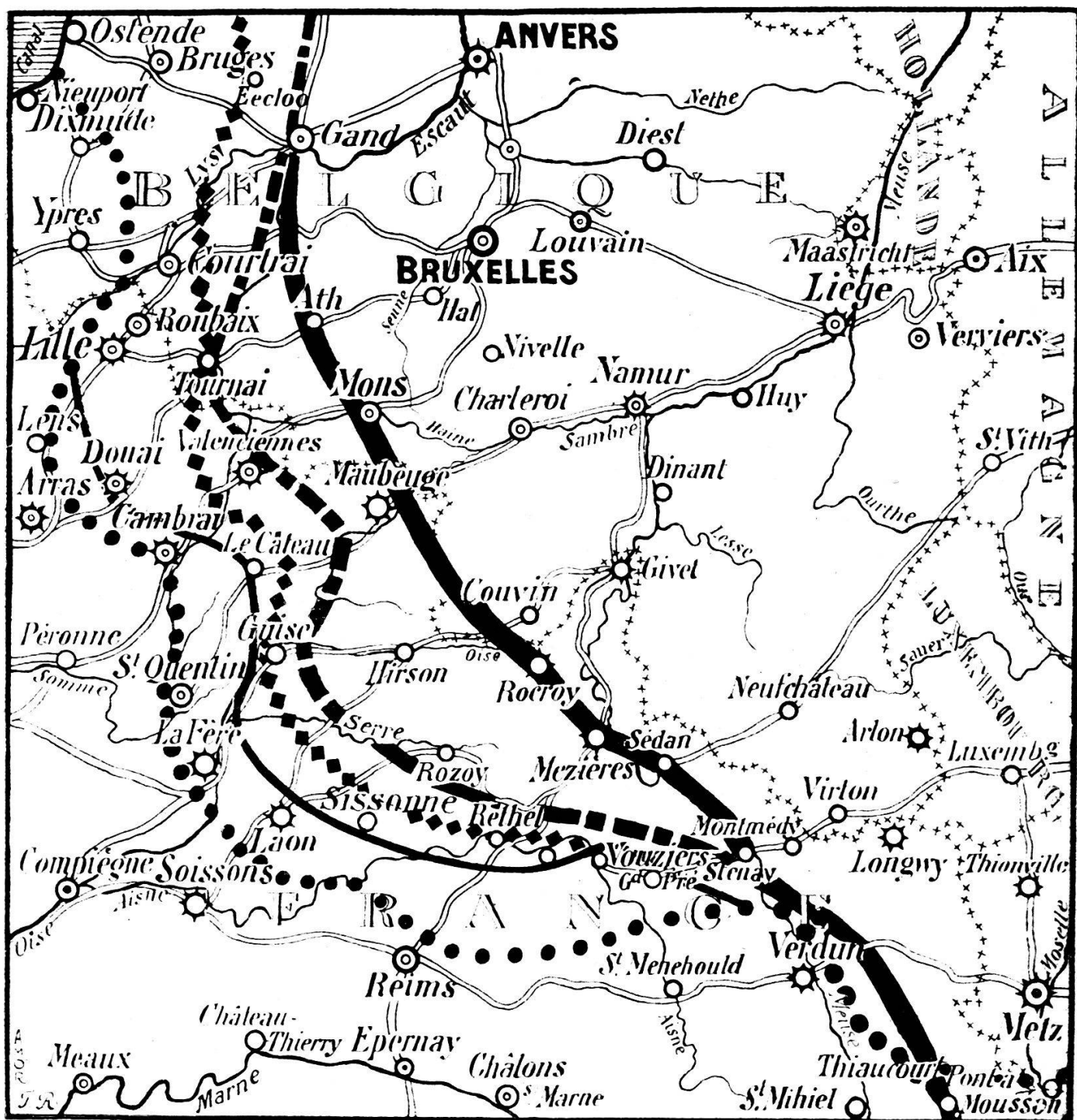


Ligne Hindenburg Couverture du gage Belge - - -
Couverture avancée du territoire Allemand ———

che que l'armée allemande devrait achever sa conversion en arrière et, en même temps, réduire son front de plus de 50 kilomètres, pour passer entre l'ennemi et la frontière hollandaise à Maastricht.

A noter que jusqu'au 11 novembre, c'est-à-dire pendant toute la période qui a séparé la demande d'armistice de la signature, l'armée impériale, quoique « non techniquement battue », a dû se soumettre de la manière la plus docile à la manœuvre du maréchal Foch. Le croquis schématique des fronts est, à cet égard, tout à fait suggestif. Les Alliés sont prêts constamment à bousculer leur adversaire sur la route qui marque l'axe du mouvement général, route Saint-Quentin-Maubeuge-Liège. Pour l'obliger mieux à céder sur cette route,

dans la région de Sedan-Mézières et ceux qui ont atteint Rocroi, sont plus rapprochés de Verviers et d'Aix-la-Chapelle, derrière la deuxième couverture doublée de la ligne de la Meuse belge, que les Allemands qui sont accrochés par les Anglais et les Belges sur le front Mons-Ath-Gand. C'est avec cette menace dans son flanc gau-



Front au 1^{er} Octobre au 14 Octobre — au 21 Octobre ◆◆◆◆
 au 5 Novembre ■■■■ — au 11 Novembre —

les coups sont continuellement portés aux deux ailes, puis vient le coup central qui, en partageant la grande poche du front de défense en deux sous-poches latérales, favorisera le renouvellement des attaques d'ailes. Certainement la persistance victorieuse de cette manœuvre, sans que jamais un accroc ou une résistance efficace en suspende la régularité, ne s'accommode pas de l'hypothèse d'effectifs encore techniquement suffisants pour en entraver l'épanouissement. Le risque pour l'aile orientale allemande d'être acculée à la frontière hollandaise s'accroîtra, pendant que le centre fouillé par de nouveaux assauts devra continuer à rompre.

L'article sur la bataille des Flandres, publié ci-dessus, fournit une démonstration analogue. Que le lecteur consulte une carte de la bataille de la Somme de juillet 1916 à février 1917, et qu'il compare la forme et l'allure de cette bataille à celles de la bataille belge telles qu'elles ressortent de la carte jointe à la présente livraison. En 1916 et 1917, sur un front d'une étendue à peu près égale, plusieurs mois d'offensive ont été nécessaires avant que le maréchal de Hindenbourg se sentît contraint de redresser sa ligne en arrière. En octobre 1918, en Belgique, ça a été l'affaire de trois semaines.

En voilà assez pour conclure. Les réflexions qu'on vient de lire se sont préoccupées non de la façade allemande, mais de ce qu'il y avait derrière ; car en matière militaire le fond seul importe et le reste n'est rien. Or, derrière la façade, tout laisse voir une armée trop diminuée en toutes choses par quatre mois de retraite et de batailles perdues pour que ses chefs puissent compter sur une manœuvre qui conjurerait leur sort fatal. S'il en avait été autrement, ils auraient, en consentant à la mutilation de l'armée et de leur patrie, trahi les devoirs de leur commandement. La réalité est qu'en retardant la reddition, ils faisaient passer la dislocation des troupes de l'état virtuel à l'état effectif. Ils n'étaient plus en mesure de gagner le Rhin qu'avec la moindre partie de leurs forces ; ils n'avaient pas, comme Bazaine, une forteresse sous laquelle se réfugier pour attendre la mort ; ils demandèrent l'armistice et, sans plus se débattre, signèrent ses conditions.

Colonel F. FEYLER.

